

N° DP 24/225

DECISION DU PRESIDENT

SPORT - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 6 000 EUROS AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION "TOULON VAR ESCRIME" - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT la demande de soutien émanant de l'association « Toulon Var Escrime », ayant son siège social : complexe sportif de Vert Coteau, rue Sous-lieutenant Guy FRIGGERI, 83000 TOULON, pour l'organisation du circuit national d'épée senior homme,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite soutenir cette association pour l'organisation de cette compétition qui aura lieu du samedi 4 au dimanche 5 mai 2024,

CONSIDERANT que cette demande de subvention concerne l'organisation de l'édition 2024 du circuit national d'épée senior homme pour un montant de 6 000 euros, selon les modalités précisées dans la convention annexée,

CONSIDERANT que les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique sportive de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que ce projet génère un intérêt économique et une fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée hors saison estivale,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association « Toulon Var Escrime », pour l'organisation du circuit national d'épée senior homme pour 2024.

ARTICLE 3

D'ATTRIBUER une subvention de 6 000 € (six mille euros) à l'association « Toulon Var Escrime » pour l'organisation de cette compétition.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 – article 65748 – opération 52237.

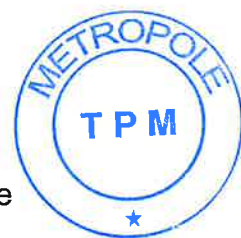
La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



25 APR 1955

CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association « **Toulon Var Escrime** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au complexe sportif de vert coteau, rue Sous-lieutenant Guy FRIGGERI 83000 TOULON, représentée par son Président, Monsieur Patrick MALAFOSSE habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La convention d'objectif a pour objet l'organisation du circuit national d'épée senior homme qui aura lieu le samedi 04 mai et le dimanche 05 mai 2024 au complexe sportif de l'Estagnol à la Crau. Il s'agit d'une compétition majeure dans le calendrier sportif de la fédération française d'escrime qui va permettre le classement final national et définir les sportifs qualifiés pour les championnats de France mais aussi la qualification aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Ce dispositif s'inscrit parfaitement dans le cadre de la politique sportive de La Métropole en amenant sur le territoire les meilleurs représentants de la discipline.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier et de la mise à disposition apportés par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'agrément de l'Association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an au titre de l'engagement comptable 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Toulon Var Escrime à hauteur de 6 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal opération 52237 chapitre 65 fonction 30 article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 86.9% du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole

La Métropole met à disposition de l'association les équipements du complexe sportif de l'Estagnol suivants : la salle d'honneur, la salle des arts martiaux, la salle de danse, de musculation le samedi 04

mai 2024 de 13h00 à 20h00 et le dimanche 05 mai 2024 de 8h00 à 17h00 valorisés à hauteur de 1760 euros.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 6 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 95 % soit 5700 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 300 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs :

- Le public attendu est de 350 personnes.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le Président de
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Président de
TOULON VAR ESCRIME

Monsieur Patrick MALAFOSSE

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

Projet : Circuit national d'épée senior homme qui aura lieu le samedi 04 mai et le dimanche 05 mai 2024 au complexe sportif de l'Estagnol à la Crau. Il s'agit d'une compétition majeure dans le calendrier sportif de la fédération française d'escrime qui va permettre le classement final national et définir les sportifs qualifiés pour les championnats de France mais aussi la qualification aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
22 500 €	10 000 €	11 500 €

a) Objectif :

Circuit national d' épée senior homme

b) Indicateur :

350 personnes attendues

c) Public(s) visé(s) :

Tout public

d) Localisation :

Complexe sportif de l'Estagnol, territoire métropolitain, rayonnement national.

e) Moyens mis en œuvre :

Partenaires privés et communication interne

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	9000
Prestations de services	7500		
Achats matières et fournitures	2000	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures	6500	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	0
Documentation		Département(s) :	
		- VAR	1500
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- TPM	10 000
Publicité, publication	2000	Commune(s) :	
Déplacements, missions	4500	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	

		Aides privées	2000
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	22 500	TOTAL DES PRODUITS	22 500
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
<p>La subvention de 6 000€ représente 26.6% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Herv COMES dûment habilité(e) par l'association/
la fondation Toulon Var Escrime

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 14/01/2024

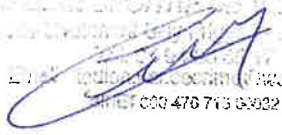
à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

Toulon Var Escrime
Fondation Sportive de Toulon
17 allée de la République 83000 Toulon
04 76 713 0302





STATUTS

Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 21/10/2023

I – OBJET ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article premier

L'association dite « Toulon Var Escrime » ayant pour sigle « TVE » a pour objet la promotion physique, intellectuelle et morale des personnes par la connaissance, la pratique et l'enseignement de l'escrime sous toutes ses formes :

- Au travers d'activités à caractère sportif, telles que l'escrime en loisir ou en compétition ;
- Au travers d'activités à caractère culturel, telles que l'escrime dans les écoles, les quartiers ;
- Au travers de l'extension de ses activités aux handicapés physiques, visuels et auditifs.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Toulon (Complexe sportif de Vert Coteau, Rue sous-lieutenant Guy Friggeri, 83000 Toulon). Il peut être transféré à tout moment et en tout lieu par simple décision de son Conseil d'Administration. Toutefois, ce changement de lieu, s'il devait intervenir en dehors de Toulon, devra être décidé par une assemblée générale extraordinaire.

Elle a été déclarée à la Préfecture du Var, sous le n° xxxx, le ../../....

Elle a été agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports le ../../.... sous le n° xxxx.

Article 2

Toulon Var Escrime Complexe sportif de Vert Coteau – rue Sous-Lieutenant Guy Friggeri – 83000 Toulon Tel: 04 94 36 65 17 – e-mail: toulon.var.escrime@wanadoo.fr – site internet : toulonvarescrime.fr - Association loi 1901 – SIRET : 380 470 716 00032 – Code APE : 9312Z – Agrément DDJS : 83S468

Les moyens d'action de l'association sont :

- Les séances de leçons individuelles et collectives et les séances d'entraînement dispensées en son sein ;
- L'organisation de compétitions d'escrime sportive d'envergure locale, nationale ou internationale ;
- La création, la production, la réalisation et la diffusion d'articles promotionnels sur l'escrime ;
- La vente de produits dérivés et de prestations de cours d'initiation extérieurs à l'association ;
- Toutes autres actions ou initiatives visant à renforcer l'objet de l'association.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

L'association soutient les principes du contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, tel que prévu par le Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État.

Article 3

L'association se compose de :

- Membres actifs pratiquant l'escrime au sein de l'association,
- Membres actifs ne pratiquant pas l'escrime,
- Membres honoraires désignés par l'Assemblée générale,
- Membres bienfaiteurs.

Pour être membre actif pratiquant l'escrime, il faut avoir réglé les cotisations suivantes, conformément aux tarifs en vigueur pour la saison considérée :

- L'adhésion statutaire à l'association
- Le montant de la licence fédérale, selon la catégorie du pratiquant
- La cotisation sportive correspondant à l'activité pratiquée.

L'admission des membres actifs pratiquant l'escrime est prononcée par le Bureau de l'association à réception de l'ensemble des éléments constitutifs de la demande d'adhésion annuelle.

Pour être membre actif ne pratiquant pas l'escrime, il faut avoir réglé les cotisations suivantes, conformément aux tarifs en vigueur pour la saison considérée :

- L'adhésion statutaire à l'association
- Le montant de la licence fédérale, selon la catégorie définie par la fédération

L'admission des membres actifs ne pratiquant pas l'escrime est prononcée par le Bureau de l'association à réception d'une pièce d'identité permettant le contrôle d'honorabilité tel que prévu par les dispositions ad hoc de la Fédération Française d'Escrime (FFE).

Le montant total de la cotisation annuelle, en tant que partie intégrante du budget de l'association, est entériné par l'assemblée générale.

Le titre de membre honoraire peut être décerné à vie par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration aux personnes physiques ou morales qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'association sans être tenues de payer de cotisation sauf si celles-ci sont aussi pratiquantes.

La licence FFE des membres d'honneur sera prise en charge par l'association.

Le titre de membre honoraire pourra être retiré par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration en cas de manquement grave aux valeurs sportives ou sur demande de l'intéressé(e).

Le titre de membre bienfaiteur est décerné aux personnes physiques ou morales apportant un soutien financier désintéressé à l'association.

La licence FFE des membres bienfaiteur sera prise en charge par l'association.

Article 4

La qualité de membre se perd :

- Par la démission ;
- Par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motif grave par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir des explications, sauf recours à l'assemblée générale ;
- L'incapacité physique ou morale à la pratique de l'escrime ou à sa participation à la vie associative.

II – AFFILIATIONS

Article 5

L'association est obligatoirement affiliée à la Fédération Française d'Escrime.

Elle peut être affiliée à d'autres fédérations sportives ou culturelles en tant que de besoin.

Elle s'engage :

- A se conformer entièrement aux statuts et aux règlements fédéraux, régionaux et départementaux émis par les institutions représentatives dont dépend l'association à ces niveaux.
- A se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application des dits statuts et règlements.

III – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6

Le Conseil d'Administration de l'association est composé de six à dix-neuf membres, élus pour deux ans par l'assemblée générale des électeurs prévus à l'alinéa suivant.

Est électeur tout membre actif, pratiquant ou non pratiquant l'escrime, tout membre honoraire, et tout membre bienfaiteur, âgé de seize ans révolus au jour de l'élection, à jour de ses cotisations.

Concernant les mineurs de moins de seize ans, à jour de leurs cotisations, le droit de vote sera exercé par une personne jouissant de l'autorité parentale.

Le vote par procuration est autorisé, mais le vote par correspondance n'est pas admis.

Aucun électeur ne peut se voir remis plus de 5 procurations.

Est éligible au Conseil d'Administration tout membre électeur âgé de dix-huit ans révolus le jour de l'élection, membre de l'association depuis plus de six mois, et jouissant de tous ses droits civils et politiques.

La représentation des femmes est garantie au sein des membres majeurs du Conseil d'Administration par l'attribution d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de femmes constaté sur l'ensemble des membres éligibles tels que définis au troisième alinéa, sur lesquels leurs candidatures sont prioritaires. A défaut de candidatures féminines, ces sièges peuvent être pourvus par des membres actifs masculins.

Le Conseil d'Administration se renouvelle tous les deux ans. A chaque assemblée générale de nouveaux membres éligibles peuvent proposer leur candidature.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres son Bureau, comprenant 3 à 10 personnes dont, au moins, un Président, un Trésorier, et un Secrétaire Général.

La durée de leurs mandats de membres du bureau est limitée à celle de leurs mandats de membre de Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut aussi choisir de compléter son Bureau par :

- Un ou deux Vice-Présidents
- Un trésorier adjoint
- Un secrétaire général adjoint
- Un à trois chargés de mission ad hoc,

La durée de leurs mandats ainsi que leurs missions par le conseil d'administration seront définies lors de leur nomination. Les membres sortants sont rééligibles.

Le vote s'effectue à main levée, à condition que la moitié au moins des membres présents n'ait pas demandé le vote à bulletin secret.

Chaque candidature fera l'objet d'un vote séparé, et le candidat sera élu s'il obtient la majorité des votants.

S'il y a plus de candidats que de postes à pourvoir, le critère d'élection sera le nombre de voix obtenu par le candidat.

En cas d'égalité de vote, le plus jeune sera élu.

En cas de vacances, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres par cooptation. Leur nomination devra être entérinée par la prochaine assemblée générale.

Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le Bureau peut également désigner un ou plusieurs membres d'honneur pouvant assister aux séances du Conseil d'Administration, avec voix consultative.

Le Bureau désigne un Directeur Sportif, parmi les enseignants d'escrime actifs dans l'association pouvant assister aux séances du Conseil d'Administration, ainsi qu'à l'assemblée générale, avec voix délibérative. Le Directeur Sportif ainsi désigné doit être membre de l'association, licencié à la FFE et titulaire d'une carte d'éducateur sportif en cours de validité.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir de rétribution en cette qualité, ni en raison de celle de membre du Bureau.

Article 7

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Les pouvoirs sont admis.

Les délibérations s'y font à la majorité des membres présents. En cas d'égalité la voix du Président est prépondérante.

Tout membre du Comité qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, manqué à trois séances consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Il est tenu un procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont conservés dans les archives de l'association sans limitation de durée.

Article 8

Les frais de déplacement, de mission ou de représentation engagés par les membres du Conseil d'Administration dans l'exercice de leur activité leur sont remboursés selon les conditions définies par le règlement intérieur et le règlement financier de l'association.

Les personnes rétribuées par l'association peuvent être admises à assister aux séances du Conseil d'Administration, ainsi qu'à l'assemblée générale, avec voix consultative, sur décision du Bureau.

Article 9

L'assemblée générale de l'association comprend tous les membres prévus au premier alinéa de l'article 3 :

- Les membres actifs âgés de seize ans révolus le jour de l'assemblée et à jour de leurs cotisations ;
- Les membres actifs âgés de moins de seize ans au jour de l'assemblée, à jour de leurs cotisations représentés par la personne exerçant sur eux l'autorité parentale ;
- Les membres d'honneur ;
- Les personnels rétribués par l'association ou toute autre personne dont la présence sera jugée utile par le Bureau.

Elle se réunit une fois par an et, en outre, chaque fois qu'elle est convoquée par le Président ou sur la demande du quart au moins de ses membres du premier alinéa-1°.

Elle est convoquée au moins quinze jours à l'avance.

L'Assemblée Générale est souveraine.

Son ordre du jour est réglé par le Bureau. Le bureau de l'assemblée est celui du Conseil d'Administration.

Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, et notamment sur :

- Les rapports relatifs à la gestion et à la situation morale et financière de l'association, présentés par le Président assisté des membres du Conseil d'Administration ;
- L'approbation des comptes de l'exercice clos présentés par le Trésorier ;
- L'adoption des nouvelles orientations que le Conseil d'Administration propose de donner à l'association dans la poursuite de son objet tel que défini à l'article premier ;
- Le vote du budget de l'exercice suivant présenté par le Trésorier.

Elle se prononce, sous réserve des approbations nécessaires, sur les modifications aux statuts.

Le vote s'effectue à main levée, à condition que la moitié au moins des membres actifs présents n'ait pas demandé le vote à bulletin secret.

Le vote par procuration est autorisé. Le pouvoir à usage exclusif revêtu de la mention « bon pour pouvoir » signé du mandant, avec date d'effet, ne peut être donné qu'à un autre membre actif participant à l'assemblée générale ou, à défaut, au Président. Les pouvoirs sans signature manuscrite transmis par courrier électronique ne sont pas admis.

Elle pourvoit enfin au renouvellement des membres du Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'article 6.

Article 10

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres actifs présents et éventuellement représentés à l'assemblée.

Article 11

Le Conseil d'Administration, sous l'autorité du Président, prend toutes les mesures nécessaires à la gestion quotidienne de l'association.

Les dépenses sont ordonnancées par le Président sur consultation du trésorier dans le cadre du budget prévisionnel approuvé par l'assemblée générale. Il ouvre tout compte bancaire auprès de tout établissement de crédit, effectue tout emploi de fonds, contracte tout emprunt selon les conditions établies par le règlement intérieur et le règlement financier et dans le cadre de l'objet défini à l'article 1 des présents statuts.

Le Président exerce les fonctions d'employeur et de chef d'établissement. Il est compétent pour la signature des contrats de travail et fixe les rémunérations des personnels rétribués de l'association après validation du Conseil d'Administration. Les dits personnels sont placés sous son autorité directe. Il peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un membre du CA.

Le Président est compétent pour la signature de tout autre contrat et convention engageant l'association, et de toute demande de subvention nécessaire à son bon fonctionnement.

Le Président représente l'association à l'assemblée générale des comités régionaux et départementaux ainsi qu'à celles des fédérations auxquelles l'association est affiliée, ou peut nommer un ou plusieurs autres membres à qui il délègue ce pouvoir.

L'association est représentée en justice et dans tous les autres actes de la vie civile par son Président ou à défaut, par tout autre membre du Conseil d'Administration spécialement habilité à cet effet par le Président.

IV – MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 12

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée au moins quinze jours à l'avance.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres actifs présents et éventuellement représentés à l'assemblée.

Article 13

L'assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée au moins quinze jours à l'avance spécialement à cet effet doit comprendre plus de la moitié des membres visés au premier alinéa-1° et -2° de l'article 9.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à six jours au moins d'intervalle ; elle peut alors délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'à la majorité absolue des voix des membres actifs présents et éventuellement représentés à l'assemblée.

Article 14

En cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, l'assemblée générale extraordinaire désigne deux commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net aux fédérations désignées à l'article 5 des présents statuts. En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

V – FORMALITES ADMINISTRATIVES ET REGLEMENTS INTERIEURS

Article 15

Le Conseil d'Administration établira un règlement intérieur fixant les modalités d'exécution des présents statuts et d'organisation interne et pratique de l'association applicables à tous les membres de l'association dès son adoption par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration adoptera également un règlement administratif et financier, sur proposition du Bureau, fixant les règles de fonctionnement internes au Bureau et au Conseil d'Administration en complément des articles 7, 8 et 11 des présents statuts.

Ces règlements, ainsi que leurs modifications ultérieures, seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui suit leur adoption par le Conseil d'Administration.

Article 16

Le Président doit effectuer à la Préfecture les déclarations prévues à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901 et concernant notamment :

- Les modifications apportées aux statuts ;
- Le changement de titre de l'association ;
- Le transfert du siège social ;
- Les changements survenus au sein du Conseil d'Administration et de son Bureau.

Les statuts et les règlements intérieurs ainsi que les modifications qui peuvent y être apportés doivent être communiqués à l'autorité administrative départementale en charge de la Jeunesse et des Sports et de la Vie Associative dans le mois qui suit leur adoption.

Bruno SERVIGNAT

Aude SCRITE

Président

Secrétaire de séance

Handwritten signature of Bruno Servignat in blue ink, with a stylized 'B' at the end.Handwritten signature of Aude Scrite in blue ink, with a stylized 'A' at the end.



**REGLEMENT INTERIEUR
DU COMPLEXE SPORTIF
DE L'ESTAGNOL
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du complexe sportif de l'Estagnol, Vieux chemin d'Hyères, La Moutonne, 83 260 La Crau. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le complexe sportif et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1 : Le complexe sportif couvert

Le complexe sportif de l'Estagnol est classé dans la 2^{ème} catégorie de type XL. Il comprend les locaux et installations désignées ci-dessous :

- Salle d'honneur :
 - Un plateau sportif multisports
 - 4 vestiaires collectifs
 - 2 vestiaires arbitres
 - 1 infirmerie
 - 3 espaces de rangement
 - 1 local destiné à la Direction des Sports
 - Tribunes de 499 places assises
- Salle des arts martiaux :
 - 2 vestiaires collectifs
 - 1 dojo
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations

- Salle de GV Fitness Danse :
 - 1 vestiaire collectif
 - 1 salle d'évolution
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations
- Salle de gymnastique et d'escalade :
 - 2 vestiaires collectifs
 - 1 salle d'évolution
 - 1 espace de rangement
 - 1 bureau pour les associations
- Salle de musculation
 - Vestiaire collectif
- Hall d'entrée
 - 1 bureau pour la direction des Sports
 - 1 espace réunion
 - 1 buvette
 - 1 réserve

ARTICLE 2.2 : Le complexe sportif de plein air

Le complexe sportif de plein air est un établissement recevant du public de 2ème catégorie de type PA - X - L (réunion) - N (Restauration).

Il se compose des installations suivantes :

- Terrain d'honneur en pelouse synthétique,
- 1 terrain d'entraînement en pelouse naturelle,
- Une tribune couverte de 500 places comprenant :
 - 1 salon de réception,
 - 1 loge presse,
 - 1 régie technique (sonorisation),
 - 8 vestiaires,
 - 1 infirmerie
 - 1 bureau pour les délégués fédéraux,
 - 4 vestiaires arbitres,
 - 4 locaux de rangement.
- Un bâtiment accueil (bureaux, billetterie, local de rangement),

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

- du lundi au samedi : de 8h à 22h30,
- le dimanche en fonction du calendrier sportif.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du complexe sportif devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le complexe sportif, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le complexe sportif le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le complexe sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmier avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le complexe sportif afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.
La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du complexe sportif.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Complexe sportif pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du complexe sportif et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du complexe sportif aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du complexe sportif;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;

- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès complexe sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,

- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du complexe sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du complexe sportif.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du complexe sportif et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du complexe sportif.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du complexe sportif.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du complexe sportif est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du complexe sportif, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Sauf dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : TENUES

Des tenues adéquates à l'activité ou à l'installation peuvent être exigées par le responsable du site à savoir :

1. Salle de gymnastique : pieds nus ou chaussons de gym pour les agrès.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
2. Salle d'honneur et salle de dance : une paire de chaussures à semelle souple de type tennis ou basket est indispensable.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
3. Salle des arts martiaux : pieds nus ou en chaussettes sur les tatamis avec l'obligation de se déplacer avec une paire de chaussure entre les vestiaires et le dojo.
Accès interdit aux chaussures de ville. Accès interdit sans éducateur.
4. Terrain d'honneur synthétique : interdiction de jouer avec des crampons en fer, seuls les crampons moulés seront acceptés. Accès interdit sans éducateur.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie du ce règlement sera remis par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le complexe sportif décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du complexe sportif impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____
Signature :

